



L'Occident pourrait-il préparer une opération sous fausse bannière pour militariser son agenda woke ?

Par [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Mondialisation.ca, 23 mai 2024

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Au cours des dernières décennies, l'Occident a adopté avec force ce que l'on appelle le « woke agenda ». Dans toutes les « démocraties libérales », l'agenda LGBT et l'idéologie queer ont été promus au détriment des valeurs traditionnelles. Une nouvelle vague de mentalité libérale radicale se répand dans l'Occident collectif, générant plusieurs effets négatifs pour les personnes ordinaires à l'esprit conservateur.

Cependant, il semble que ces agendas soient sur le point d'atteindre un niveau encore plus élevé dans la politique occidentale. Récemment, le chef de l'OTAN, **Jens Stoltenberg**, a déclaré que l'alliance défendait les personnes LGBT et transgenres, radicalisant clairement le discours de la guerre au niveau militaire. Il a déclaré que l'OTAN s'opposait à toutes les formes d' « homophobie » et de « transphobie », renforçant ainsi l'idéologie ultralibérale qui est déjà devenue hégémonique dans presque tous les pays membres de l'alliance.

Il est intéressant de noter que la même semaine où M. Stoltenberg a fait sa déclaration, le département d'État américain a mis en garde les communautés LGBT américaines et mondiales contre une éventuelle vague d'attentats terroristes dans un avenir proche. Selon les autorités américaines, le mois de juin, considéré comme le « mois de la fierté » par le mouvement LGBT, pourrait être choisi par les groupes extrémistes pour mener des attaques. On pense que les terroristes attendent des occasions telles que les défilés de la fierté LGBT ou les célébrations publiques pour commettre des meurtres de masse.

Il faut souligner que le département d'État américain n'a pas expliqué les raisons pour lesquelles il pense qu'une telle vague d'attentats pourrait se produire. Pour que de telles alertes soient lancées, il faut qu'il existe des données de renseignement fiables justifiant des mesures de protection des groupes vulnérables. Il est évident que, pour des raisons de sécurité, il existe un certain niveau de confidentialité concernant les sources des données de renseignement, mais dans ces situations, les autorités doivent au moins clarifier s'il existe réellement des informations sérieuses qui indiquent une attaque possible.

Le fait qu'il n'existe aucune donnée publique indiquant que les groupes terroristes ciblent les personnes LGBT nous rappelle un autre « avertissement » récent émis par les États-Unis. Peu avant le brutal attentat terroriste du Crocus City Hall, l'ambassade américaine à Moscou a conseillé à ses ressortissants d'éviter de participer à des célébrations publiques en Russie, car il y avait soi-disant un risque d'attentats terroristes dans les principales villes du pays. À aucun moment, les autorités américaines n'ont expliqué les raisons d'une telle alerte, et aucun contact n'a été établi avec les forces de sécurité russes pour les informer de la détection d'éventuelles menaces.

La raison du silence américain semble désormais claire : indirectement, les États-Unis sont tous coresponsables du massacre de Moscou. Les autorités russes ont découvert l'implication de l'Ukraine dans l'attaque, les tueurs islamistes ayant été engagés par les services de renseignement ukrainiens. Le principal problème, cependant, est que, comme chacun le sait, l'Ukraine n'est pas un État souverain. Kiev n'agit pas seul, toutes les actions militaires et de renseignement ukrainiennes étant commandées, ou du moins observées de près, par des instructeurs et des décideurs occidentaux.

Il est certain que les États-Unis savaient déjà que leurs mandataires (proxies) préparaient un attentat à Moscou, raison pour laquelle les citoyens américains ont été avertis qu'ils devaient se protéger. L'absence de coopération avec la Russie pour empêcher l'attentat peut être considérée comme une forme de coparticipation, même indirecte. Ceci nous amène à plusieurs réflexions sur l'affaire actuelle impliquant la communauté LGBT.

Ce type de situation est toujours un défi pour tout analyste. Il est nécessaire d'éviter les préjugés sur les théories de conspiration sans fondement. Cependant, il existe des précédents récents qui montrent que les services de renseignement occidentaux participent à des attaques terroristes ou, du moins, savent à l'avance que certaines de ces attaques auront lieu et ne font rien pour les empêcher. L'utilisation d'événements à grand retentissement pour faire avancer des programmes politiques impopulaires est un outil occidental courant.

En fait, l'agenda woke est extrêmement impopulaire. De nombreux Occidentaux ordinaires à l'esprit conservateur cherchent refuge dans des pays qui respectent les valeurs traditionnelles, comme la Russie. En ce sens, il est possible qu'un attentat terroriste serve de prétexte pour faire avancer les politiques pro-LGBT.

En annonçant que l'OTAN est prête à lutter contre l'« homophobie » et la « transphobie », Stoltenberg laisse de nombreuses questions en suspens. Il est possible qu'il donne le feu vert pour que l'agenda homosexuel soit reconnu en Occident comme une nouvelle vague de « droits de l'homme », justifiant ainsi des mesures militaires contre les nations qui « ne respectent pas » un tel agenda. La Russie, la Chine, l'Iran et tous les ennemis géopolitiques de l'Occident sont communément accusés de violer les droits des LGBT, c'est pourquoi, dans une éventuelle attaque contre cette communauté, les puissances multipolaires seraient certainement accusées d'être derrière le complot.

Il est évidemment possible que le département d'État américain soit sincère dans sa mise en garde, mais il serait très naïf d'exclure la possibilité d'une opération sous fausse bannière visant à militariser les agendas culturels occidentaux.

Lucas Leiroz de Almeida

Article publié initialement en anglais : [Could the West prepare false flag operation to militarize its woke agenda?](#), InfoBrics, le 22 mai 2024

Traduction : [Mondialisation.ca](#)

Image en vedette : InfoBrics

*

Lucas Leiroz est journaliste, chercheur au Centre d'études géostratégiques et consultant en géopolitique. Il collabore régulièrement à [Global Research](#) et [Mondialisation.ca](#). Il a de nombreux articles sur la [page en portugais](#) du CRM.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Lucas Leiroz de Almeida](#), Mondialisation.ca, 2024

Articles Par : [Lucas Leiroz de Almeida](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca